

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger. — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Du 4 octobre 1885

Coalition socialiste révolutionnaire

Les cent soixante-trois chambres syndicales, groupes et comités constituant à cette heure la coalition, nous adressent la liste suivante sur laquelle sont appelés à se compter tous les travailleurs de la Seine :

- Ferdinand Gambon, ancien membre de la Commune, député sortant;
- Ed. Vaillant, ancien membre de la Commune, conseiller municipal de Paris.
- Henri Rochefort;
- Benjamin Flotte;
- Boullé, conseiller prud'homme ouvrier, tailleur de pierres;
- Emile Eudes, ancien membre de la Commune;
- Jules Guesde;
- Andrieux, forgeron en voitures;
- Lissagaray;
- B. Malon, ancien membre de la Commune;
- Drain, conseiller municipal de Saint-Ouen;
- S. Dereure, ancien membre de la Commune;
- Granger, secrétaire de la Ligue pour l'abolition de l'armée permanente;
- Albert Goullé;
- Henri Place, déporté de 1871;
- Ernest Vaughan, rédacteur de l'*Intransigeant*;
- Paul Lafargue;
- E. Chauvière, typographe;
- Gabriel Deville;
- Henri Brissac, transporté de 1871;
- Bergerol, secrétaire général de la Fédération des groupes socialistes de la Libre-Pensée;
- Ernest Roche;
- Daniel, modeleur;
- Maës, rédacteur de la *Bataille*.
- G. Crépin, caoutchoutier;
- Tessier, adjoint au maire de Montreuil;
- Rysto, ébéniste;
- Ponchet, menuisier, détenu politique;
- Nourrit, transporté de Juin;
- Breuil, correcteur typographe,
- D^r Susini;
- Odin, relieur-gainier;

Restent six candidats qui, attribués aux chambres syndicales, aux groupes socialistes indépendants et au comité révolutionnaire du XIII^e arrondissement, ne peuvent être connus que demain.

LA LISTE

Les partis — ou les classes — arrivés au pouvoir, augmentent leur force de résistance en se divisant. C'est le navire à cloison étanche qui peut faire eau à l'avant et à l'arrière, à babord et à tribord, sans pour cela cesser de flotter — et de combattre.

Pour les partis — ou les classes — qui ont leur trouée à faire, toutes divisions qui persistent à l'heure de l'action sont, au contraire, mères de faiblesse, pour ne pas dire d'impuissance. La force de projection contrariée, le boulet ne porte plus ou ne pénètre pas suffisamment.

Aussi, à la veille de toutes les batailles, à coups de fusil ou à coups de bulletin, a-t-on toujours vu spontanément, d'instinct, tous les hommes — ou tous les groupes — d'avant-garde oublier ce qui pouvait les séparer pour marcher ensemble au canon.

Au scrutin du 8 février 1871 contre le gouvernement de la capitulation nationale, le jacobinisme de Delescluze, l'internationalisme de Varlin, le proudhonisme de Vermorel et le communisme de Millière faisaient liste commune; de même que contre Versailles on devait faire, deux mois plus tard, fusils — et hélas! cadavres — communs.

La nouvelle lutte électorale, qui est ouverte officiellement depuis mardi, et qui aura son aboutissant le 4 octobre, ne permettait pas une autre tactique. Dans l'intérêt de la Révolution, à affirmer contre toutes les réactions bourgeoises, notre rouge drapeau devait trouver unis, solidarisés dans les mêmes rangs, sur la même liste — une comme le but que nous

poursuivons tous par des chemins divers: l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste — tous les tenants sincères du socialisme révolutionnaire.

Deux moyens s'offraient pour arriver à cette concentration nécessaire — en dehors de laquelle il n'y avait que défaite, voulue, cherchée, par suite criminelle.

On pouvait demander aux différentes organisations le sacrifice d'une partie d'elle-même, l'abandon de tel ou tel point de leur programme ou de leur tactique, et de ces livraisons, — disons le mot : de ces trahisons — mutuelles, fabriquer un pot-pourri quelconque baptisé pompeusement : *programme commun*.

Cette cuisine, dont les partis bourgeois, — républicains et monarchistes — nous donnent depuis un mois l'écœurant spectacle, était indigne de socialistes qui ont d'autres soucis que de mettre dans le « mille » législatif. Il ne se s'est rencontré personne pour la proposer, et personne, à coup sûr, ne l'eût acceptée.

L'autre moyen consistait à prendre les groupes tels qu'ils sont, avec leur divergences théoriques, leur terminologie contradictoire, leur passé antagonique et jusqu'à leurs haines personnelles, et à ne leur rien demander que de se mettre côte à côte, bout à bout, faisant face au même ennemi.

Une liste était là, qu'on pouvait se distribuer comme une barricade à défendre. A chacun sa part — ou son poste — avec la liberté, sous son propre guidon, de combattre avec ses propres armes — candidats et méthode compris.

La liste qui précède — et qui est bien réellement celle de la Coalition socialiste révolutionnaire, puisqu'elle ne laisse en dehors d'elle que ceux qui s'y sont mis eux-mêmes, volontairement, systématiquement, par trois refus consécutifs — est sortie de cette dernière manière de faire, la seule qui n'entraînât aucun compromis d'aucune sorte.

Sous la responsabilité respective des groupes qui l'ont composée, elle réunit des hommes venus de tous les points de l'horizon révolutionnaire; elle associe des noms qui se sont plus souvent rencontrés adversaires que compagnons.

Mais là précisément est sa raison d'être — et sa vertu.

C'est par là qu'elle répond à l'attente du prolétariat parisien et qu'elle atteint en plein cœur la bourgeoisie française.

Au prolétariat, qu'il s'agit de préparer, d'entraîner par la petite guerre électorale à la « guerre pour de bon », elle démontre que ses combattants de première ligne sont dignes de lui; qu'ils savent, lorsque son intérêt le commande, s'oublier, se *dépersonnaliser*, faire passer avant tout le salut de la Révolution.

A la bourgeoisie elle enlève sa dernière espérance d'échaffauder un prolongement de règne sur l'entre-déchirement socialiste. Elle lui signifie que contre l'ordre — ou le désordre — actuel, il n'y a plus ni écoles, ni « sectes », comme elle se plait à le prétendre, mais un seul parti, une seule classe — décidée à en finir.

A ce double titre, quel que soit le résultat du scrutin, les groupes qui ont noué la Coalition socialiste révolutionnaire peuvent être fiers de leur œuvre. Ils ont bien mérité de l'émancipation ouvrière qui, par leur fait, va pouvoir totaliser ses soldats.

La Coalition socialiste et révolutionnaire (J. Delorme, secrétaire; Granger, trésorier) nous invite à ouvrir, dans nos colonnes, une souscription pour couvrir les frais de la campagne électorale officiellement engagée depuis le 8.

« Le parti de la Révolution — dit-elle très bien dans la note qu'elle nous adresse — est le parti des pauvres; c'est au peuple qu'il fait appel pour l'aider à lutter et à vaincre. »

Le *Socialiste* s'inscrit pour 25 francs, et il transmettra au trésorier de la Coalition toutes les sommes qui pourront lui être adressées par ses lecteurs et amis.

LES PROFITS DE LA BANQUE

Dans une réunion électorale du cinquième arrondissement, tenue samedi dernier, le citoyen Lafargue ayant dit que la Banque pressurait le commerce et l'industrie et que les dividendes distribués aux actionnaires devaient plus considérables lorsque le pays traversait des crises politiques et dès que les affaires allaient plus mal,

— M. Deschamps protesta et, avec le courage naïf de l'ignorance, il déclara « que ce n'était pas connaître le premier mot de la question économique que d'affirmer de telles choses. » — Lafargue offrit de lui prouver le bien fondé de ses assertions, avec des chiffres officiels, s'il s'engageait à verser 25 francs dans la caisse électorale du Parti ouvrier. M. Deschamps n'osant pas reculer, accepta.

Les chiffres suivants embrassent une période de 40 ans: elle est assez longue pour que l'on puisse étudier le phénomène.

	FAILLITES OUVERTES	TAUX MOYEN DE L'ESCOMPTE	DIVIDENDES PAR ACTIONS
1841..	2514.	4 0/0	126
1847..	4762.	4.95.	177
1851..	2305.	4.	165
1857..	3983.	6.16.	247
1860..	3800.	3.64.	140
1864..	4642.	6.50.	200
1871..	3019.	5.71.	270
1872..	5306.	5.16.	320
1873..	5508.	5.15.	350
1874..	5596.	4.29.	285
1877..	5480.	2.28.	35
1879..	6.174.	2.58.	110
1880..	6.295.	2.81.	150
1881..	6.795.	3.84.	250

On doit se souvenir qu'en 1857, la Banque doubla le nombre de ses actions, de 91.250 elle les porta à 182.500.

En examinant sommairement ces chiffres, on voit que le dividende varie avec le taux de l'escompte, et que, dans une période donnée, le taux de l'escompte monte dès que le nombre des faillites s'élève.

Pendant la période 1871-74, la Banque réalise des bénéfices scandaleux en trafiquant avec l'Etat: elle lui prête 1.360 millions. — L'Etat avait décrété le cours forcé et avait autorisé la Banque à porter l'émission de ses billets de 1.800 millions à 3.200 millions: par conséquent, le crédit de la Banque n'existait que grâce à l'Etat, et, pour trouver les 1.360 millions qu'elle avançait à l'Etat, elle n'avait qu'à imprimer des billets de banque qui n'avaient de valeur que par le cours forcé; cependant l'Etat payait les billets de banque avancés au taux de 6 0/0 et 3 0/0. La Banque complétait l'œuvre de dépouillement de la Prusse.

A moins que M. Deschamps ne conteste ces chiffres, le citoyen Vigneaux, secrétaire du groupe du cinquième arrondissement, aura à passer chez lui pour toucher la somme de 25 francs.

Sans attendre les chiffres promis et, avant de payer son pari perdu, le médecin Deschamps s'est payé une réclamation dans la *Justice* de mardi dernier: rendant compte de la réunion, il se vante d'avoir traité les révolutionnaires comme ses malades. Tous exterminés, il n'en reste plus. Sans mettre en doute ses aptitudes meurtrières, nous constaterons que les révolutionnaires résistent mieux que ses anciens clients à ses tentatives de massacre; ils vivent encore eux, ils peuvent parler et ils en profitent pour lui prouver à ses dépens — coût 25 fr. — qu'il aurait mieux fait de se taire.

La Caisse centrale populaire qui compte, parmi ses administrateurs, des amis du peuple d'un dévouement à toute épreuve, tels que Denis Poulot, Girerd ancien sous-secrétaire d'Etat, Paul Bert, Heredia, députés, et autres opportunistes, ne rêve qu'à faire le bonheur du peuple en avançant des prêts aux associations ouvrières et aux ouvriers laborieux désirant passer du salariat au patronat, en généralisant le crédit par l'escompte du papier banquable mis à la portée de tous. Mais, pour réaliser ces beaux projets, il faut avoir de l'argent, et c'est dans les poches ouvrières que ces philanthropes de Jérusalem espèrent le trouver. Le but premier et principal de la *Caisse populaire* est la centralisation de l'épargne populaire. L'épargne populaire une fois centralisée, il lui arrive des malheurs. Une des succursules de la Caisse centrale populaire, la *Caisse populaire* du IV^e arrondissement, est sous le coup de poursuites judiciaires; ses administrateurs avaient si bien pris les intérêts des déposants, qu'ils avaient mangé leur capital. — Les économistes et les politiciens prêchent l'épargne, afin que les philanthropes de la finance trouvent quelque chose à dérober aux ouvriers.

Pour le développement du SOCIALISTE

2^e liste de parts de propriété souscrites :
Robelet, 2; — F. Losset, 1; — Berthon, 1; — Fréjac, 6
— Total : 10.
Total général à ce jour : 30.

EXPROPRIATION ÉCONOMIQUE

DE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie occupe toutes les places politiques de la nation. L'étiquette gouvernementale a pu changer; mais, depuis la Charte, depuis 1815, elle gouverne. La bourgeoisie a tour à tour renversé Charles X, Louis-Philippe, les républicains de 1848, Napoléon III, Thiers, de Broglie, Mac-Mahon, Ferry, dès que ces gouvernants ne faisaient plus son affaire; ils n'étaient que ses représentants, que ses serviteurs plus ou moins indépendants: et, en vertu de ce principe du droit bourgeois, que le maître est responsable des dommages de son serviteur, la bourgeoisie est responsable des fautes, des crimes et des infamies de tous les gouvernants qui ont opprimé la nation depuis 1815.

La bourgeoisie est aussi responsable des misères sociales: car elle s'est servi de sa prise de possession de l'Etat, pour forger des lois qui lui permettent d'accaparer la propriété de la nation. Elle n'est pas encore parvenue à tout accaparer, mais elle est en bonne voie.

La bourgeoisie tient le crédit, l'esprit vivifiant du corps social. Le crédit, ainsi qu'une pompe aspirante et foulante, attire et centralise dans les institutions financières (Banque de France, Crédit foncier, maison Rothschild, etc.), tous les capitaux disponibles de la nation; puis les déverse sur les points du territoire où leur nécessité se fait sentir. La classe qui dispose du crédit est souveraine maîtresse de la prospérité du pays: aucune entreprise commerciale, industrielle ou agricole ne peut aujourd'hui vivre sans le crédit. Le système créditaire établi et perfectionné par la bourgeoisie, est l'instrument le plus puissant qui ait été encore inventé pour bouleverser le monde.

La bourgeoisie, qui a rédigé et voté la législation minière, s'est servi de ces lois par elle-même fabriquées, pour s'emparer de toutes les richesses du sous-sol. C'est toujours au nom de la légalité la plus puritaine que la bourgeoisie commet tous ses vols.

La bourgeoisie a mis la main sur tous les grands instruments de production (mines, hauts-fourneaux, tissages, filatures, navires, chemins de fer, etc.), le vol est moins patent que dans le cas des mines, mais il n'est pas moins réel et légal. — La bourgeoisie n'a pas encore monopolisé toute la terre de France; mais, grâce aux prêts hypothécaires et chirographaires, elle partage avec le paysan propriétaire les récoltes du champ, dont elle lui laisse temporairement la possession nominale. — Elle n'est pas encore non plus parvenue à centraliser toute la fortune mobilière de la nation: la petite bourgeoisie boutiquière, les artisans, des ouvriers économes possèdent encore des capitaux qu'elle convoite; mais, en attendant qu'elle les confisque, elle s'est emparée de leur gestion. Elle associe à ses grandes entreprises les petits bourgeois et les ouvriers économes; elle prend leur argent et leur donne en échange des actions, des obligations qui leur assurent une certaine part dans les bénéfices, quand il y en a. Mais ces actions et ces obligations ne sont que pour un temps en la possession des petites gens; par des coups de Bourse et autres tours de bâton, les financiers les escamotent de leurs poches. Que la bourgeoisie possède la totalité ou seulement une partie des actions et obligations des entreprises industrielles et commerciales, elle seule les dirige et les administre; de même qu'elle est responsable des fautes d'un Ferry et d'un Napoléon III qu'elle soutient de ses votes, de même elle est responsable des vols des Bontoux et des Fedcr qu'elle impose aux petits actionnaires.

Quand la crise arrive, quand les produits ne s'écoulent plus, quand les ateliers doivent cesser de produire, la bourgeoisie, au lieu de courber la tête, de faire son mea culpa et de s'écrier: « si les ouvriers n'ont plus de travail et souffrent de la faim, c'est moi qui suis responsable, puisque c'est moi qui possède, qui dirige et qui administre tout; » oh! non, elle charge de ses propres fautes les ouvriers. Ce sont ces meurtre-de-faim qui, par leurs exigences et leur paresse, ruinent l'industrie nationale, paralysent le commerce et engorgent les marchés.

Les ouvriers d'un atelier sont-ils responsables si le patron achète de la mauvaise marchandise, emprunte à des taux onéreux, ne perfectionne pas son outillage, ne sait pas écouler ses produits? — Toute la responsabilité retombe sur le patron: les créanciers n'hésitent pas un instant, c'est le patron et non les ouvriers et ses employés qu'ils mettent en faillite. Ce qui est vrai pour un atelier, l'est aussi pour toute la production sociale. La bourgeoisie seule est responsable.

Les salariés ont le droit de dire à la bourgeoisie: « Tu es la classe régnante, la classe qui gouverne, qui nous fait voter à ton gré; qui falsifie nos votes quand ils contrecarrent tes projets; tu es tout dans l'Etat;

tu es responsable du Tonkin et du Mexique, de la déroute de Langson et de Sedan; il n'y avait que des bourgeois dans les Chambres qui ont voté la guerre de Prusse et du Tonkin; tu as pu, pour détourner les colères, sacrifier Napoléon III et Ferry; tu aurais repris à ton service Napoléon, comme tu reprendras au besoin Ferry, car tu sais que la vraie coupable c'est la majorité bourgeoise du Parlement, c'est la bourgeoisie tout entière, qui les a nommés et qui ne réclame pas leur châtement.

« Ta responsabilité est autrement lourde dans les malheurs et les misères qui tombent sur nous. Nous ne possédons rien; les quelques sous que nous avons épargnés, nous te les confions; nous les plaçons en actions et obligations dans les entreprises que tu gères: nous n'avons rien à commander dans la production nationale. Tu es la classe qui ordonne qu'on allume et qu'on éteigne les hauts-fourneaux, qu'on ouvre et qu'on ferme les ateliers, qu'on creuse les puits de mine et qu'on comble les fosses, qu'on commence et qu'on suspende les travaux. Nous obéissons, comme des êtres sans conscience et sans volonté; nous travaillons; nos femmes, nos enfants travaillent comme nous, comme des galériens... Cependant le commerce et l'industrie se détraquent; tu n'as donc pas su employer utilement nos forces, tu es donc incapable d'administrer les biens que tu nous a volés, et de diriger la production sociale.

« Nous ne demandons qu'à travailler, qu'à joindre les deux bouts: dans les moments de prospérité industrielle, quand nous travaillons à nous tuer et mangeons à peu près à notre sou, nous sommes satisfaits, tellement nous savons nous contenter de peu. — Eh! bien, tu es incapable de nous donner le peu que nous demandons, en échange de notre travail, non pour jouir de l'existence, mais pour la supporter. Tu es indigne de la haute position sociale que tu occupes: quand nous ne pouvons plus remplir notre tâche dans l'atelier, tu nous chasses; — nous te chassons. »

Chaque crise industrielle pose ainsi la question. La bourgeoisie, maîtresse de toute la fortune sociale, est incapable de l'administrer — elle doit être expropriée, elle le sera.

La Fédération parisienne du Parti ouvrier aux travailleurs d'Espagne et d'Allemagne:

Camarades,

Trait d'union géographique entre le prolétariat espagnol et le prolétariat allemand, le prolétariat français ne saurait rester indifférent aux criminels efforts de vos gouvernants pour vous jeter les uns sur les autres.

Nous manquons à tous nos devoirs internationaux, si nous n'élevons pas la voix pour protester contre la guerre sans nom qui se prépare et pour stigmatiser les pirateries bismarckiennes qui menacent de vous mettre les armes à la main.

Camarades,

Entre l'Espagne ouvrière et l'Allemagne ouvrière il n'existe aucun motif de conflit. Victimes de la même exploitation — qui veut pour disparaître le concours des exploités de partout — vous n'avez qu'un seul ennemi: l'ordre capitaliste et ses souteneurs politiques, l'empire ici, la royauté là.

Ne vous laissez pas, nous vous en conjurons, détourner de ce véritable et commun adversaire; et ne faites pas surtout son jeu en permettant qu'on vous divise et qu'on vous oppose les uns aux autres. Prenez exemple dans un passé tout récent.

En juillet 1870, lorsque sur nos bords l'Empire cherchant dans la guerre un refuge, contre la Révolution, faisait hurler: à Berlin! à Berlin! l'Internationale parisienne répondit, jusque sous le sabre des gardes municipaux, par une grande manifestation en faveur de la paix.

Quelques mois plus tard, après Sedan, c'était la démocratie socialiste allemande qui, par l'organe de Bebel et de Liebknecht et au péril de sa liberté, s'opposait à la continuation de la guerre contre la France républicaine.

Ce qui fut fait alors peut et doit se refaire aujourd'hui.

Camarades,

Pendant qu'il en est temps encore, intervenez, mettez-vous résolument en travers des projets fratricides de vos maîtres.

Il faut, le salut de l'humanité par le travail émané exige, que l'Empire allemand partant en guerre trouve devant lui, disant non et lui imposant la paix, la puissante Allemagne ouvrière. Il faut que la Monarchie espagnole, avec son épée à moitié hors du fourreau, soit désarmée par l'Espagne ouvrière tout entière debout.

A bas Bismarck!

A bas Alphonse!

Vive les travailleurs allemands!

Vive les travailleurs espagnols!

Vive la révolution internationale!

Pour la Fédération et par ordre,

Le secrétaire correspondant,

J. LÉPINE.

Paris, le 6 septembre 1885.

Le socialisme scientifique cherche sur tous les terrains les solutions intégrales universelles. Notre vie terrestre unique est si simple dans sa courte apparition, qu'elle doit répudier tous les bavardages inutiles et aspirer seulement « la substantifique moelle » des choses de la nature, de l'histoire et de la pensée. Trêve aux délayages insipides de la forme et place entière aux problèmes de fond! Ce mot d'ordre est aujourd'hui plus nécessaire que jamais, car la bourgeoisie s'enlise, et l'heure de l'abordage va sonner claire et vibrante pour le prolétariat. La classe qui prenait, dès 1789, la direction de l'histoire, s'affaisse épuisée devant les forces économiques qu'elle a elle-même évoquées. Si sa chute matérielle définitive approche, sa faillite intellectuelle est déjà un fait accompli. La foule — famélique ou gorgée — des nombreux écrivains dont la plume bat sur le papier les pulsations du cerveau bourgeois, s'égare inféconde en des détours interminables. Avec elle il faut boire des cuves d'eau indigeste et débilite pour obtenir accidentellement un pauvre verre de vin. Comme l'exprimait Gaspard de Saulx, seigneur de Tavannes: « Tous les arts sont obscurcis, remplis de vanité, d'artifices inutiles et peu nécessaires, par la malice des professeurs d'iceux qui ont voulu rendre leurs sciences plus longues, à fin de leur donner réputation et y gagner davantage, tous lesquels artifices, paroles et discours inutiles, il faut savoir tirer et séparer, ainsi que la paille du grain pour profiter le temps. »

La politique bourgeoise entre dans la phase ultime de ses palinodies, de ses contradictions décevantes et de ses parlottages pitoyables. Les intérêts matériels, jadis divisés, qui servaient de base à ses différents partis réactionnaires, modérés ou avancés, sont aujourd'hui menacés d'une ruine commune par leur propre développement. Grande propriété foncière, grande industrie avec ses appendices commerciaux et financiers, petite propriété paysanne, voilà les terrains sur lesquels ont poussé légitimistes, orléanistes, bonapartistes, et républicains bourgeois de toutes couleurs. Mais comme la production universelle dresse indistinctement devant eux le fantôme des crises industrielles et agricoles, ils sont enfin rassemblés en une classe unique pour la défense désespérée de ses moyens de production et de ses formes d'échange. En dépit des derniers efforts de cette coalition — de cette liste d'entente — où tous les prétendus programmes sont cyniquement abandonnés, le clairon du Waterloo commence déjà la sonnerie de la défaite.

Notre critique a donc le terrain facile; débarrassée de toutes les limites nationales ou cérébrales qui caractérisent l'époque actuelle de politique capitaliste et de division intellectuelle du travail, elle doit courir sur tous les champs d'activité de l'esprit.

Pour être définitive, l'émancipation du prolétariat doit être totale. Il faut préparer doré et déjà les éléments de la rénovation scientifique et artistique de l'humanité.

E. F.

La République des Paysans

Clémenceau et Ferry sont les deux favoris pour les prochaines élections; ils se suivent de près. Clémenceau ne peut aller dans une ville, sans qu'à l'instant Ferry y montre sa vilaine face, lui coupant l'herbe sous les pieds. Si, en province, les radicaux et les opportunistes s'embrassent et s'entendent comme larrons en foire, leur deux chefs se disputent âprement à qui enfoncera l'autre.

Clémenceau radicalise à Lyon, Ferry lui succède à la tribune et sert aux Lyonnais un radicalisme plus foncé. Clémenceau conservatise à Bordeaux, Ferry à son tour arrive et donne une double ration de conservatisme. De Bordeaux, il part pour Libourne où il festoye et, après boire, il assure aux propriétaires fonciers qui l'entourent que sa marchandise, la République opportuniste, est la République des paysans. Enfoncé Clémenceau! Les gros propriétaires du Bordelais, qui sont bonapartistes de cœur s'ils n'en prennent pas le titre, ont dû être heureux de voir Ferry plagiant Napoléon III l'inventeur de l'Empire des paysans.

Les demoiselles du macadam qui trafiquent de leur sexe, comme les opportunistes de leur conscience, caressent leurs dupes de noms d'autant plus tendres qu'elles les plument plus impitoyablement. Les opportunistes, comme autrefois les bonapartistes, les imitent.

Napoléon III, l'empereur des paysans, livra ses chers paysans aux requins de la finance qui, depuis trente ans, happent leurs capitaux sans prendre un moment de répit. Les prêteurs d'argent de l'opportunisme aiment si passionnément les paysans propriétaires, qu'ils voudraient les doter de la faillite agricole, afin d'accélérer leur expropriation. Les financiers de l'Empire des paysans confisquèrent les pièces de cent sous, les financiers de la République des paysans confisqueront les lopins de terre. C'est leur manière à eux de témoigner leur amour aux paysans.

LETTRE DE HOLLANDE

La Haye, 7 septembre.

Le gouvernement hollandais est en train de donner un exemple de ce que vaut cette fameuse liberté dont parlent tant les philosophes et les politiciens bourgeois. Depuis des siècles, la Hollande était connue comme le refuge de la liberté; c'était chez elle que de France, d'Allemagne, d'An-

Dans l'un d'eux, William Morris, de la *Socialist league*, a prononcé ces remarquables paroles :

« On parle beaucoup d'immoralité. Qui est misérable est immoral, c'est de la misère qu'il faut se délivrer pour en finir avec l'immoralité. Nous n'avons pas à bavarder à perte de parole sur l'immoralité, mais à nous occuper des causes qui imposent cette malheureuse manière de vivre; des causes qui jettent dans la rue des filles et des femmes, qui les obligent à vendre leur amour au lieu de le donner. Ces causes sont celles qui obligent l'homme à se dégrader par le surtravail et la concurrence. Il n'y a pas de différence entre la prostitution du corps dans les rues et la prostitution du corps dans les ateliers. Les salaires des femmes sont des salaires de famine... Le réel Minotaure est le Capital; ce n'est pas tel ou tel individu qui est coupable, mais tout le système social. Quand toutes les femmes gagneront facilement leurs moyens de subsistance, on ne verra plus de pareilles monstruosités, et le véritable amour sexuel existera pour tous les membres de la société. »

Dans le meeting de la *Social Democratic Federation*, tenu en plein air dans Hyde Park, la résolution suivante a été votée : « Les principales causes des crimes monstrueux qui se commettent sur des enfants, des jeunes filles et des femmes à Londres ainsi qu'ailleurs, étant l'énorme richesse des uns et l'extrême pauvreté des autres; le luxe créant la demande et la misère fournissant la marchandise, c'est-à-dire les femmes et les enfants qui sont obligés de se vendre ou que d'autres vendent pour ce travail infâme; le meeting est d'avis que ces horreurs ne prendront fin que lorsque les travailleurs se seront emparés de la terre, des machines, du capital et de tous les moyens de production, que lorsque le travail sera imposé à tous les membres de la communauté. »

« Toutes les personnes de ce meeting s'engagent à faire tous leurs efforts, pour amener une Révolution sociale qui transformera le système de la production et de la distribution des produits. »

Danemark. — La grève des forgerons et serruriers, à Copenhague, dont nous avons parlé dans notre premier numéro, continue toujours. Le nombre des grévistes vient de s'accroître des ouvriers d'autres branches : tels que les tourneurs, modeleurs et journaliers des fabriques, qui font cause commune avec les grévistes ou plutôt avec les socialistes révolutionnaires de Danemark.

Bien que la grève dure depuis deux mois, les grévistes ne désespèrent pas de remporter la victoire qui fortifierait leur organisation que la coalition patronale cherche à détruire par tous les moyens. L'organe officiel des socialistes danois le *Sozialdemokraten* (quotidien) a augmenté son tirage depuis la grève. Des secours arrivent aux grévistes de tous les pays.

Variétés

Manifeste du parti communiste

I. — BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

(Suite)

Avec le développement de la bourgeoisie, c'est-à-dire du capital, se développe le prolétariat, la classe des ouvriers modernes, qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent plus dès que leur travail cesse d'agrandir le capital. Les ouvriers, obligés de se vendre au jour le jour, sont une marchandise comme tout autre article du commerce; ils subissent, par conséquent, toutes les vicissitudes de la concurrence, toutes les fluctuations du marché.

L'introduction des machines et la division du travail ont dépouillé le travail de l'ouvrier de son caractère individuel et par suite de son attrait. Le producteur devient un simple rouage de la machine et on n'exige de lui qu'une opération simple, monotone et vite apprise. Il s'ensuit que le prix de l'ouvrier se réduit aux dépenses de sa subsistance et de la propagation de sa race. Le prix du travail, comme celui de toute autre marchandise, est égal au coût de sa production. Donc, plus le travail devient déplaisant plus les salaires baissent. Bien plus, la somme de travail s'accroît avec le développement de la machine et de la division du travail, soit par la prolongation de la journée de travail, soit par l'accroissement de l'intensité du travail, soit par l'accélération du mouvement des machines.

L'industrie moderne a transformé le petit atelier de l'ancien patron patriarcal en la grande fabrique du bourgeois capitaliste. Des masses d'ouvriers, entassés dans la fabrique, sont organisés militairement. Traités comme des soldats industriels, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète d'officiers et de sous-officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, du gou-

vernement bourgeois, mais encore, journellement et à toute heure, les esclaves de la machine, du contre-maître et surtout du maître de fabrique. Ce despotisme est d'autant plus sordide, plus horrible et plus exaspérant qu'il prend ouvertement le profit pour but unique.

Moins le travail exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne progresse, plus le travail des femmes est substitué à celui des hommes. Les distinctions d'âge et de sexe n'ont plus de signification sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instruments de travail dont le prix varie d'après l'âge et le sexe.

Quand l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'il a reçu son salaire en argent comptant, il devient alors la proie d'autres membres de la bourgeoisie, du petit propriétaire, du petit boutiquier, du prêteur sur gages.

La petite bourgeoisie, composée de petits fabricants, de marchands, de petits rentiers, d'artisans et de paysans propriétaires, tombe dans le prolétariat; d'une part, parce que leur petit capital ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes; d'autre part, leur habileté spéciale est dépréciée par les nouveaux modes de production. De cette manière, le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence dès sa naissance.

D'abord la lutte est engagée par des ouvriers isolés, puis par les ouvriers d'une même fabrique, ensuite par les ouvriers du même métier dans une localité contre le bourgeois qui les exploite directement. Ils ne se contentent pas de diriger leurs attaques contre le mode bourgeois de production, ils les dirigent contre les instruments de production : ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, brûlent les fabriques et s'efforcent de reconquérir les conditions perdues d'artisans du moyen âge.

A ce moment du développement, le prolétariat forme une masse disséminée sur tout le pays et désuni par la concurrence. L'agglomération des ouvriers n'est pas encore le résultat de leur propre union, mais celui de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses propres fins politiques, est obligée de mettre en mouvement le prolétariat tout entier; de nos jours elle possède encore ce pouvoir. Jusqu'ici les prolétaires n'ont pas combattu leurs propres ennemis, mais les ennemis de leur ennemi, les restes de la monarchie absolue, les propriétaires fonciers, les bourgeois non industriels et les petits bourgeois (1). Tout le mouvement historique est dirigé par la bourgeoisie, toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire bourgeoise.

Mais le développement de l'industrie, non seulement grossit le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables : ils acquièrent des forces et deviennent conscients de leur force. Les intérêts, les conditions d'existence des prolétaires s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. La croissante concurrence des bourgeois entre eux et les crises commerciales qui en résultent, rendent les salaires de plus en plus incertains; l'incessant perfectionnement des machines rend la position de l'ouvrier de plus en plus précaire : les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions de deux classes. Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour le maintien de leurs salaires. Ils forment même des associations permanentes, afin d'être prêts pour des luttes éventuelles. Ça et là, la résistance devient émeute.

(A suivre).

UNE FÊTE SOCIALISTE

La Bibliothèque socialiste du Parti ouvrier organise, pour le dimanche 13 septembre, son deuxième banquet, anniversaire de sa fondation; ce banquet, sous la présidence du citoyen Duc-Quercy, qui aura lieu au Coq des Bruyères, à Bellevue, sera précédé d'une fête champêtre, bal, tir oriental, jeux divers; après le repas, conférence par les citoyens Jules Guesde, Lafargue, R. Fréjac, De-reure.

Départ à une heure, gare Montparnasse. — Prix : 3 francs. On trouve des cartes au *Socialiste*, 17, rue du Croissant; S. Dereure, 73, rue du Ruisseau; Hennet, 25 rue Berthe; C. Blanck, 11, rue Châtelain.

(1) Le lecteur doit se souvenir que le manifeste a été écrit en 1847; par conséquent avant l'insurrection de juin, la première grande bataille du prolétariat européen contre toute les fractions coalisées de la bourgeoisie. (Note du traducteur.)

BULLETIN FINANCIER

Nous revenons sur le sujet que nous avons abordé la semaine dernière. Dans l'état social actuel, disions-nous, la possession d'un capital, si minime qu'il soit, est une question de vie ou de mort pour l'individu.

En effet, tout homme non possédant, qu'il soit ouvrier manuel ou employé quelconque, est à la merci de circonstances imprévues, maladie, renvoi, crise politique ou économique; il peut, du jour au lendemain, se voir priver du salaire ou des appointements qui lui sont indispensables pour vivre, lui et sa famille.

Si, à ce moment critique, il se trouve sans ressources, si, en un mot, il n'a pas fait d'économies, même en s'imposant les plus dures privations, eh bien il est perdu.

La misère, cette mort lente et cruelle, s'empare de lui et le mène peu à peu au moment fatal où il se trouve sans logement et sans pain.

La société l'emprisonne comme un vagabond sans moyens d'existence, envoie sa femme mourir à l'hôpital et laisse ses enfants dans la rue.

Et pourtant cet homme ne demande qu'à travailler! Et devant lui se dressent de nombreuses maisons où les logements sont vides; des boutiques où les marchandises, denrées et vêtements, regorgent.

Alors cet homme se révolte contre une société si mal organisée et va grossir le nombre des partisans d'une révolution sociale.

Aussi, la classe possédante fait-elle tous ses efforts pour empêcher les prolétaires d'arriver à cette extrémité qui menacerait sa situation privilégiée.

Elle voudrait que tout citoyen devint un capitaliste intéressé à conserver l'état de choses existant et, pour cela, elle prêche l'économie, elle institue des caisses de Retraites, de Prévoyance, de Secours mutuels, alimentées par des prélèvements forcés sur les salaires.

L'Etat a organisé, pour recevoir les petites économies, une caisse dite d'Epargne qui soutire l'argent partout, même dans les plus petits hameaux, grâce à la complicité du ministère des postes et télégraphes.

Pauvres gens! qui croyez être à l'abri des événements parce que vous avez mis votre petite fortune en dépôt à la Caisse d'Epargne. Vous vous dites : « Je ne reçois que 3 0/0 d'intérêt, c'est vrai, mais mon capital est immuable, il ne peut pas diminuer, ce n'est pas comme ceux qui placent leur argent à la Bourse dans les fonds d'Etat. Une guerre, une crise survient, et la baisse leur fait perdre plus de la moitié de leur capital juste au moment où ils en ont besoin; tandis que moi je retrouve toujours mon argent intact, etc... » En somme, vous avez confiance dans l'Etat, vous le croyez incapable de vous tromper. — Illusion pure!

Votre argent est centralisé à la Caisse des dépôts et consignations et, par des virements administratifs, passe dans les caisses du Trésor public pour servir à payer les dépenses extraordinaires et irrégulières.

Vous faites partie des créanciers de la Dette flottante non reconnue par les Chambres, vous n'avez aucune garantie et, en cas d'événements, vous ne pourriez faire de réclamations qu'aux fonctionnaires qui, par leur gestion, ont consommé l'abus de confiance commis envers vous.

En 1870, notamment, les remboursements n'ont pu se faire régulièrement.

Le gouvernement républicain s'est ému de cette situation qui aurait pu le rendre impopulaire. Mais qu'y faire? Où trouver les 1200 millions détournés? Pendant que M. Tirard était ministre des finances, une idée traversa le cerveau de nos gouvernants:

« Les Chambres ont voté l'émission de 3 0/0 amortissable pour exécuter les travaux publics, prenons ces titres de rente et mettons-les dans la Caisse d'épargne pour représenter les 1200 millions espèces qui manquent. On ne pourra pas exécuter les travaux votés! Tant pis pour les ouvriers! Quant aux déposants, s'ils étaient trop pressés d'être remboursés, on leur donnerait des titres de rente à 3 0/0 amortissable, c'est très solide. »

Eh bien! partisans de la Caisse d'épargne contre les Fonds d'Etat, vous voilà passés rentiers sans le savoir, et, si les cours baissent de moitié, votre capital fait de même; vous n'avez eu aucun des avantages du rentier et vous en avez tous les inconvénients.

Encore une fois, que dites-vous de cette filouterie gouvernementale?

PENAUD

Le Gérant : DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

PROPAGANDE RÉPUBLICAINE-SOCIALISTE

A. LECOURTOIS

libraire, 38, Rue Daubenton, PARIS

Livraison immédiate à domicile, à raison de 50 cent. et 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au Socialisme, à l'Histoire, aux Sciences naturelles et à la Littérature en général.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquent qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 c. broché, 2 fr. 25 c. richement relié; (14^e édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur : LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi 1^{er} contre 1 fr. 25.